

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE MONTLUEL

Dossier n° PC00126222M0016T02

Date de dépôt : 05/06/2023

Demandeur : SCI ACTIV-IMMO représentée par
Monsieur Sébastien RIVOLLIER

Demeurant : 33 Rue Docteur Charcot
01500 SAINT-DENIS-EN-BUGEY

Pour : Transfert du PC

Surface de Plancher créée : 0 m²

Adresse terrain : 20 rue colonel Arnaud
Beltrame Parc Bellevue
01120 MONTLUEL

ARRÊTÉ

accordant le transfert d'un permis de construire
au nom de la commune de MONTLUEL

La Maire de MONTLUEL,

Vu le permis de construire n°PC00126222M0016 accordé le 19 juillet 2022 à Monsieur Mouaad HOUSSAINI ;

Vu le transfert n°1 du permis de construire n°PC00126222M0016T01 accordé le 02 décembre 2022 à la SCI ARKAD représentée par Monsieur HOUSSAINI ;

Vu la demande de transfert déposée le 05 juin 2023 par la SCI ACTIV-IMMO, représentée par Monsieur Sébastien RIVOLLIER, demeurant 33 Rue Docteur Charcot 01500 SAINT-DENIS-EN-BUGEY ;

Vu l'objet de la demande :

- pour le transfert n°2 du PC ;
- sur un terrain situé 20 rue colonel Arnaud Beltrame Parc Bellevue 01120 MONTLUEL ;
- pour une surface de plancher créée de 0 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 30 janvier 2020 ;

Vu la zone UA**v** du plan local d'urbanisme et son règlement ;

Vu le site patrimonial remarquable (SPR/AVAP) approuvé le 14 novembre 2013 ;

Vu le secteur 1 du site patrimonial remarquable et son règlement ;

ARRETE

Article 1

Le transfert du permis de construire n°PC00126222M0016T01 accordé 02 décembre 2022 à la SCI ARKAD est **TRANSFERE** à la SCI ACTIV-IMMO, qui accepte toutes les responsabilités et charges y afférents.

Article 2

Les prescriptions du permis de construire d'origine non modifiées par la présente décision sont maintenues.

Article 3

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis de construire initial.

Fait à MONTLUÉL, le 30 juin 2023.

La Maire,

Anne FABIANO CONTIGLIANI



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

-adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.